

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 6. — 18 Octobre 1929,

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

L'opposition russe ne capitule pas !

La déclaration de Racovsky que nous avons publiée dans le précédent numéro de la *Vérité*, appelle des commentaires. Une discussion s'est déjà ouverte à son sujet, et nous ne sommes pas surpris, de voir, une fois de plus, que les points de vue formulés à ce sujet par l'ultra-gauche et par la social-démocratie, se ressemblent. Un article du *Populaire* commente bruyamment la « capitulation » de Racovsky, et de Trotsky par-dessus le marché. Un éditorial du *Drapeau du Communisme*, de Urbahns (Allemagne), nous apprend aussi que Racovsky a « capitulé » et que Trotsky en prend le chemin. Urbahns en conclut qu'il faut rappeler l'opposition russe à l'ordre de la gauche. L'appréciation du *Populaire* nous importe peu ; ces gens ne comprennent rien aux événements de Russie, sauf la haine du régime. Quant aux appréciations des ultra-gauches, elles constituent un dangereux tournant... pour eux.

Comment Urbahns critique-t-il cette déclaration ? Il lui oppose les précédentes déclarations faites par l'opposition, et notamment par Trotsky, et constate un recul sur le terrain des principes, recul inadmissible selon lui. Urbahns conclut que les arguments donnés par Trotsky contre Radek, Smilga et Préobrajensky peuvent être repris contre Racovsky et Trotsky lui-même, et ajoute qu'à la lumière de ces déclarations, on comprend pourquoi Trotsky a lutté contre la position d'Urbahns sur le conflit sino-russe et sur Thermidor : c'est qu'il s'apprêtait à capituler devant la droite !

Examinons plutôt le contenu réel de la déclaration, ce qu'Urbahns et ses amis s'abstiennent de faire. Cette déclaration peut avoir quelque importance pour la lutte de l'opposition en U.R.S.S. et aussi pour l'opposition internationale. Il faut donc savoir l'apprécier convenablement.

Dans sa réponse, Trotsky indique que cette déclaration est faite en vue d'essayer, une fois de plus, de provoquer la rentrée de l'opposition dans la légalité du parti, pour permettre la mise en application réelle des points de vue de l'opposition, et pour supplanter, dans cette lutte le centrisme incapable. Tant qu'il reste un espoir de lutter ainsi, il faut s'y accrocher, sans rabattre rien des principes. La stratégie générale de l'opposition ne peut pas être modifiée, mais sa ligne tactique peut être inclinée dans différents sens, en vue d'obtenir un travail plus effectif dans le parti et dans les masses. Les documents de 1923-1924, la plate-forme de 1927, ont déterminé la stratégie de l'opposition. La déclaration du 16 octobre 1926, celle, récente de Racovsky, règlent certains de ses tournants tactiques, dont le succès est, du reste, contestable.

La déclaration de Racovsky est avant tout le résultat d'une opération tactique, dont seuls des pédants ou des hommes bornés peuvent nier la nécessité. L'opposition ne lutte pas seulement à coups de thèses et d'arguments théoriques. Elle lutte dans l'u-

sine et à la campagne, dans le parti et hors du parti. Ses évolutions sont limitées par une répression féroce, et commandées par l'intérêt des masses ouvrières. Elle est obligée de concilier sa position de principe avec les possibilités objectives du travail et de la lutte (ce qu'on ne peut pas faire en se retirant de la lutte dans une administration quelconque — genre Piatakov). Elle est amenée à réaliser, en plus de sa propagande générale, des opérations tactiques rendues nécessaires par la situation objective générale. Il faut comprendre la déclaration de cette façon-là, et non en y voyant une thèse de principe, une appréciation abstraite et livresque.

D'abord, pourquoi n'est-ce pas une capitulation ? Capituler, cela veut dire reconnaître que toute la ligne antérieure de l'opposition était fautive. C'est ce qu'ont reconnu Radek, Préobrajensky et Smilga. Ils ont retiré leur signature de tous leurs écrits oppositionnels antérieurs. Racovsky et ses amis tentent l'opération inverse. Ils disent que la direction est venue vers eux, vers l'opposition, que l'opposition a toujours en vue une ligne justement orientée, si bien que c'est aujourd'hui la fraction dirigeante qui s'incline, ou qui fait semblant de s'incliner, vers la plate-forme de l'opposition. Ils saisissent cette conjoncture pour faire un geste destiné à rallier les forces de l'opposition. C'est donc tout le contraire d'une capitulation.

Du reste, la réponse à cette « capitulation » ne s'est pas faite attendre : Racovsky est maintenant en Sibérie.

Une telle situation reflète des contradictions nombreuses et profondes. Dans sa lettre Trotsky en met plusieurs au jour et il rectifie, à ce sujet, quelques jugements erronés. Ces contradictions, ce sont celles d'une politique bureaucratique affichant un programme « léniniste » de gauche, recouvrant des processus sociaux qui se poursuivent malgré le programme et contre lui.

D'abord, la lutte contre la droite est l'orientation principale du parti à l'heure actuelle. Racovsky souligne que cette lutte, l'opposition l'a réclamée depuis longtemps. Urbahns ne voit que cela et s'écrie que l'opposition reconnaît un terrain de lutte commun avec le centrisme, qu'elle s'apprête à réaliser un bloc centre-gauche ! Il ne se rend pas compte de la signification profonde de ce que Racovsky ajoute, à savoir que cette lutte contre la droite ne peut être menée que si l'on applique aussi la démocratie dans le parti, si l'on rend la parole aux masses travailleuses, si l'on rappelle l'opposition au travail. Or, les centristes ne peuvent pas appliquer ces mesures, ils sont encore — ou déjà — trop sous la domination de l'aile droite, gangrenés par elle.

Pareillement, Racovsky défend la politique du parti pour la collectivisation de l'agriculture. Oui, mais il ajoute que cette politique ne peut être effective que si l'on soutient les paysans pauvres, si on les unit dans des groupements spéciaux, et si on isole les kou-

laks au lieu de les favoriser d'une main pendant qu'on les brutalise de l'autre.

Pour le plan quinquennal, c'est la même chose. La réalisation de ce plan serait une grande conquête prolétarienne, s'il était réalisé par les masses et non par l'appareil qui l'impose aux masses, si l'on éliminait « l'esprit de rapine, la mauvaise administration », « l'irresponsabilité, les extravagances et l'arbitraire de l'appareil dont la contre-partie sont : l'hébétéude, l'humiliation, l'assujettissement dans lequel vivent les masses laborieuses ». Or, ces tares et ces défauts, la bureaucratie centriste, quoiqu'elle les reconnaisse et les dénonce, est impuissante à les éliminer, les larges masses travailleuses seules peuvent y parvenir.

Enfin, Racovsky répète avec fermeté le principe inébranlable qui fait l'unité de l'opposition internationale : P.U.R.S.S. ne peut pas être envisagée isolément. Le prolétariat international est uni et seule la révolution socialiste dans plusieurs grands pays peut diminuer et résoudre les contradictions croissantes des classes dans la révolution soviétique.

De tout cela, les oppositionnels sont très conscients. Ils suivent pas à pas l'effort de la bureaucratie, impuissante au fond contre les courants de droite. Ils constatent que cet effort atteint actuellement un certain degré d'acuité. Devant le prolétariat russe, ils saisissent le moment. Ils demandent à prendre part au travail commun. Ceux qui croient que c'est pour s'incliner devant la fraction stalinienne et adopter sa plate-forme momentanée se trompent : c'est pour lui montrer dans la pratique qu'elle est incapable, et appeler la classe ouvrière à l'éloigner. Seule une extrême naïveté politique pourrait faire croire à autre chose.

Quel est le sort réservé à cette déclaration ? La réponse a été l'emprisonnement. Le danger qu'elle constituait pour la direction est mesuré par le renforcement de la répression à ce sujet. Ce qui est une capitulation, ce n'est pas de signer cette déclaration, c'est de s'en désolidariser sans la comprendre. Tout ce qu'écrivit Trotsky à ce sujet est parfaitement clair et parfaitement admissible pour nous.

Mais quelles sortes de critique l'opposition française peut-elle faire au sujet de cette déclaration ? Ce sont des critiques qui découlent de la nature même des contradictions que nous avons signalées, contradictions qui ne sont pas toutes surmontées dans la déclaration. Il est incontestable que la caractéristique donnée du cours actuel de l'Internationale communiste est tout à fait insuffisante, et même dangereuse. L'éloignement de Boukharine de l'Exécutif, et l'exclusion de différents groupements de la droite, ne ressemblent en rien à une lutte prolétarienne pour le redressement du communisme dans la période actuelle. Ce ne sont pas des « fluctuations idéologiques »

qui caractérisent l'état de P.C., c'est une décomposition profonde, précipitée par la bureaucratie de P.C. pour les besoins de la lutte de fraction en U.R.S.S. Trotsky dit que c'est « une combinaison d'une tactique d'ultra-gauche avec les principes de la droite ». C'est juste. Mais c'est pire que cela, car au fond, c'est l'incapacité absolue de P.C. de s'inspirer des données objectives de la situation pour déterminer sa propagande et son action. Et la raison principale de cet état de choses c'est l'assujettissement de toutes les sections nationales aux intérêts de la lutte de fraction dans le parti russe.

Si bien qu'aujourd'hui, ce n'est pas en « adoptant une nouvelle ligne de l'Internationale Communiste » que le mouvement communiste international retrouvera sa puissance. C'est en se dégageant des liens bureaucratiques qui l'attachent au parti russe et en fondant sa ligne tactique dans une juste appréciation des conditions objectives. L'opposition ne doit pas et ne peut pas soumettre toute son action internationale aux nécessités changeantes de la lutte en U.R.S.S.

C'est ainsi que la déclaration de Racovsky et de ses camarades, dont nous approuvons le sens général, doit trouver ici le complément suivant : une lutte accrue contre la direction du parti, une propagande méthodique renforcée pour éclairer les camarades sur la situation internationale. Il ne faut pas que la tentative faite par nos camarades de l'opposition russe soit interprétée comme le signal d'un mouvement mécanique international. La déclaration ne signifie pas que dans toute l'Internationale, l'opposition doit trouver un terrain commun dans la lutte contre la droite. Au contraire. Les conditions objectives de l'Union Soviétique, qui commandent une certaine forme de lutte, ne sont pas les mêmes qu'ici. Il faut fermement continuer la lutte contre la direction et travailler directement dans les masses, hors du parti et dans le parti.

La déclaration de Racovsky doit nous servir à démontrer que seule la participation des masses travailleuses en U.R.S.S. peut permettre la poursuite des objectifs de la Révolution d'Octobre, avec l'opposition. Les paroles que prononce maintenant Staline sont calquées sur celles de l'opposition. Nos camarades mettent Staline au pied du mur pour l'obliger à donner leur sens plein à ces paroles, en réintégrant l'opposition et en permettant aux masses de s'exprimer.

Elle doit aussi nous permettre de montrer qu'en repoussant cette déclaration et en renforçant sa répression contre l'opposition et la classe ouvrière, Staline a montré que sa plate-forme était purement verbale et destinée à duper les ouvriers révolutionnaires. Nos camarades en U.R.S.S., ne sont pas dupes de ce bavardage, et ils continuent leur action dans les masses, pour les éclairer.

Nous aussi nous devons redoubler d'efforts pour porter la propagande et la lutte dans les masses, avec la profondeur et la netteté nécessaires.

P. NAVILLE.

La semaine

Un parti exsangue.

La presse anti-communiste est toute à la joie. Ses rubriques : *La discorde chez les communistes, la liquidation du communisme, etc.*, sont quotidiennement fournies. Exclusion de trois élus municipaux, hôtes des fascistes hongrois, rupture avec la municipalité de Clichy, avec celle de Villetaneuse, exclusion du maire de Prats-de-Mollo si accueillant pour son préfet, d'un conseiller général du Nord élu par le décès de Stresemann, chaque jour leur apporte son pain. Que signifient pour nous, communistes de l'opposition, ces séries de difficultés ? Des carriéristes, des hommes qui ne sont en rien des révolutionnaires prolétariens mais que toutes leurs habitudes et leurs façons de penser rattachent à la bourgeoisie, il n'en manque pas dans le parti ni parmi ses élus, ni parmi ses avocats, ni parmi ses littérateurs, ni parmi ses fonctionnaires. Le départ de quelques profiteurs, de quelques égares, de quelques indécis ne peut nuire à un parti révolutionnaire. Au contraire.

Mais ce désarroi traduit l'absence d'unité intérieure et de force vitale du parti. Le lien interne est devenu si lâche, l'esprit collectif si morne que les profiteurs en prennent à leur aise, que les faibles succombent à la corruption, que les indécis ne savent quoi penser. La phrase de gauche s'affaiblit tant que la contradiction entre la phrase et la conduite de ceux auxquels le parti demanda si longtemps de constituer sa façade sur la vie publique devient trop flagrante. La sélection par la servilité ouvre la voie à la corruption et à la trahison. Les révolutions de palais sont si fréquentes que les nouveaux venus montrent des dents longues et poussent leurs prédécesseurs dans la fosse. Sans compter l'action occulte et dissolvante des émissaires de l'Intérieur.

Ce qui nous importe, à travers ces histoires de municipalités, c'est que l'influence révolutionnaire dans la classe ouvrière est menacée. Nombre de militants, fatigués, épuisés, renoncent peu à peu à toute activité. L'inertie et l'apathie vidant le parti révolutionnaire et tarissant son recrutement. Une large minorité se détache dans la C.G.T.U. du bloc unitaire dont la folle politique l'éloigne. Cependant la répression martèle continuellement un mouvement qui sous ses coups têtus et brutaux ne peut trouver encore en lui la force et les principes nécessaires à se tromper davantage et à se renforcer. Ici commence la tâche des hommes de l'opposition.

Sénatoriales.

Dans quelques jours un tiers des départements renouvelleront au scrutin restreint leurs représentants au Sénat. Ce chassé-croisé de vieillards importants n'ambonera rien de neuf. C'est l'occasion pour le parti socialiste d'arborer un programme dont les radicaux soulignent que c'est le leur et que les réformistes de la S.F.I.O. eux-mêmes trouvent un peu trop réformiste. C'est tout dire.

Des hommes d'âge s'apprêtent partout à mettre au service des intérêts puissants, leurs talents et leurs ambitions. Les combines battent leur plein. Celles de Corse illustrent les autres. Les deux cliques Landey et Piétri opposaient, comme poids lourds de leurs listes, Lederlin, industriel chassé des Vosges, et Doumer partant favori pour la présidence de la République. Comme Doumer risquait d'être battu, les comités puissants préparèrent une fusion des listes et Briand arbitra cette tentative qui d'ailleurs échoua. C'est ainsi que se détermine, dans la démocratie, le choix des représentants du peuple. Cela n'empêche pas les socialistes — qui ont deux sénateurs sortants et dont l'espoir ambitieux est d'en ramener un troisième — de croire être comme Ter à cette démocratie. Et de ne pas être les derniers dans les combinaisons.

Bruxelles et Washington.

Cependant Gaston Doumergue se fait acclamer dans Bruxelles défilant au cours d'un voyage chargé de resserrer les liens patriotiques et leurs bases économiques. On lui rend

la politesse en octroyant avec dix ans de retard la croix de guerre belge au poilu inconnu, à qui cela fait une belle jambe. Petites fêtes pour petits impérialismes.

Le travaillisme anglais fait plus grand. Macdonald vogue vers l'Angleterre après avoir tenté d'assurer à l'impérialisme britannique sa place au flanc et à l'ombre du colosse yankee. La déclaration commune aux deux gouvernements sur leurs rapports expose que « les deux gouvernements non seulement déclarent qu'il n'est pas permis de penser à la guerre entre eux mais que la défiance et les soupçons provenant du doute et des craintes qui pouvaient être justifiés avant le pacte de paix doivent désormais cesser d'influencer notre politique nationale. » De telles déclarations sont-elles susceptibles de tempérer la rivalité croissante des deux plus grands impérialismes et de faire buliner les abelles de la paix dans les gueules des gros canons de marine — même le dieu de Macdonald aidant ?

Correspondance

A propos d'Istrati

Nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,

Je n'approuve point — loin de là — l'article injurieux de l'« Humanité » contre Panaït Istrati. Mais je ne suis pas non plus d'accord avec vous. J'attends d'avoir tu le lièvre qu'il va publier pour en juger. Mais tout donne à penser — malheureusement — que cet ouvrage sera beaucoup plus une attaque qu'une défense, qu'il y sera fait état beaucoup plus de ce qui est mal que de ce qui est bien.

Alors ?... En arrivant là après avoir écrit de l'U.R.S.S. ce que vous savez, il y a à peine un an ?... Avoir été un de ses admirateurs les plus enthousiastes, et maintenant se joindre au concert des « chiens » qu'il a dénoncés ?... Non, et non !

Ce n'est pas cela que nous espérons d'un tel écrivain ! Ce n'est pas ce geste que nous attendions d'un homme du peuple, d'un homme que nous aimons.

Mieux valait se taire.
Tel est mon sentiment.

Fraternelles salutations,

J. Laplaud.

Le camarade Laplaud a été, comme beaucoup d'autres, surpris par la brusquerie et le radicalisme des opinions d'Istrati. Mais elles ne sont pas neuves. Dès son retour, Istrati a manifesté son point de vue. Seulement l'Humanité s'est gardée d'en souffler mot à l'époque. Le romantisme d'Istrati l'a entraîné à une approbation trop enthousiaste et irraisonnée de l'U.R.S.S., lors de son arrivée. Nous admettons volontiers que dans ses généralisations actuelles une exagération inverse existe. Mais les faits qu'il rapporte sont exacts, et ils sont significatifs. Cela on ne peut pas le nier, et on ne peut pas le taire. Se taire, c'est une attitude qu'on peut parfois demander à un communiste, en vertu d'une discipline bien comprise. Mais un sympathisant, qui a promis de dire ce qu'il pensait, ne peut se taire pour des raisons de politique intérieure.

Dans les usines de l'Est

De Longwy, Mougeot nous écrit :

Il y a une dizaine de jours, il est parti des divers usines d'ici (Senelle-Maubeuge, la Providence) des ouvriers pour la Hollande. On leur a promis deux mille francs par mois, plus la nourriture et le logement. Et paraît qu'il y a là-bas des cockeries dont les ouvriers sont en grève et ce serait pour remplacer ces derniers que ceux d'ici sont partis. Or, aucune réunion n'a été organisée par la C.G.T.U. pour signaler et dénoncer le triste rôle qu'on demande aux ouvriers d'aller jouer en Hollande.

Je ne sais où en est la radicalisation des masses dans les autres parties de la France, mais ici, dans mon coin, elle est nulle. La durée de la journée de travail est en moyenne de 13 à 14 heures et les salaires oscillent entre 2 francs et 3 fr. 50 de l'heure. Du travail qui a été fait entre 1920 et 1923 il ne reste plus guère de trace.

VIENT DE PARAÎTRE

la première brochure de la

Bibliothèque
de l'opposition communiste

La défense de l'U. R. S. S.
et l'opposition

par L. TROTSKY

64 pages. — Prix : 3 francs
Par 20 exemplaires : 2 francs

En vente à la Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse - Paris X^e

En Hongrie

Les social-démocrates au service de Horthy

Le régime sanglant de contre-révolution qui détient le pouvoir en Hongrie est depuis longtemps en état de crise. Dix années de répression sanglante n'ont pu briser la force de la classe ouvrière. Les salaires effroyablement bas des ouvriers de l'industrie, un chômage considérable, et ce qui n'est pas le moins important, l'accentuation croissante des contradictions sociales à la campagne prouvent clairement que la Hongrie de Horthy, le régime de la « consolidation » avec ses potences n'a pas été capable de résoudre la crise.

La Hongrie est le dernier pays d'Europe dans lequel la classe féodale a réussi à maintenir sa position prédominante et à éviter même un semblant de réforme agraire, tel qu'on en vit dans les pays voisins, notamment en Tchécoslovaquie. La disette de terre chez les paysans, la misère de la grande masse des ouvriers agricoles auxquels le propriétaire foncier magyar impose des conditions qui rappellent celles de la Russie tsariste seront à la base des forces essentielles qui déclancheront, en Hongrie, la prochaine révolution.

Mais si la campagne est asservie, si elle gémit sous le joug de l'administration autocratique, si elle se résigne, avec une rage impuissante, au dur service militaire auquel la jeunesse paysanne est soumise pour former les cadres secrets de l'armée hongroise, la misère du prolétariat des villes n'est cependant pas moins grande, sa situation n'est pas moins désespérée.

Parfois l'amertume et le désespoir accumulés brisent les défenses artificielles au moyen desquelles la contre-révolution paralyse toute liberté d'action de la masse ouvrière. Les grèves qui éclatent ça et là prennent alors un caractère tout différent de celui qu'elles ont dans les autres pays de l'Europe Centrale. Si, à Fünfkirchen, les mineurs se révoltent contre l'existence misérable qui leur est faite, si demain peut-être les mineurs de Salgo-Tajan les suivent dans la lutte, cela signifie plus qu'une lutte pour une augmentation de salaires de 25 %. Sous la dictature blanche, la tendance des batailles économiques à se transformer en batailles politiques contre le régime existant est infiniment plus forte que dans les pays dits « démocratiques ».

La contre-révolution de 1929 n'est plus la même que celle de 1919. Les éléments déclassés, les officiers démobilisés, la petite noblesse ruinée, les aventuriers, le clan de Horthy, qui ont érigé les potences de la contre-révolution sur les ruines de la Commune vaincue de Budapest, les bourreaux de Kéckemet et de Siofak n'ont fait que préparer le terrain pour la dictature ouverte et absolue des propriétaires fonciers, du capital financier et du capital industriel réunis, qui ont finalement affermi légalement leurs privilèges politiques dans la Chambre des magnats reconstruite. Ce que les aides-bourreaux de Horthy ont commencé, les ministres du cabinet Bethlen l'achèvent maintenant.

Si les bandes de Horthy sont entrées dans Budapest sous la protection des baionnettes roumaines et avec le soutien de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, le régime « consolidé » de la contre-révolution manifeste maintenant de plus en plus énergiquement sa volonté de rétablir ses anciennes frontières, abattues par le traité de Trianon.

Appuyé par l'alliance avec l'Italie le gouvernement Bethlen mène depuis des années sa propagande en faveur du « rétablissement des anciennes frontières ».

Le traité de Trianon a sans nul doute violenté la Hongrie aussi cruellement que le traité de Versailles a violenté l'Allemagne. Mais il n'existe aucun gouvernement et aucune classe qui puisse attaquer

le système des traités de paix avec moins de raison et de droit que l'oligarchie magyare, représentée par Bethlen qui, dans la lutte contre le prolétariat révolutionnaire hongrois a été conduite au pouvoir par les puissances mêmes qui ont dicté le traité de Trianon. Seul le prolétariat des pays vaincus et vainqueurs saura rompre le système érigé sur de tels traités de paix.

La classe possédante hongroise — il faut le lui concéder — a une souplesse et un flair étonnants en politique extérieure. Lorsque les conservateurs détenaient le pouvoir en Angleterre, le gouvernement Bethlen faisait résonner le cliquetis du sabre fasciste. Mais maintenant que le puissant impérialisme britannique se fraie tranquillement son chemin selon les manières libérales du Labour Party, le gouvernement Bethlen se découvre lui aussi, un besoin irrésistible de « démocratisation » de la contre-révolution.

Ce besoin extérieur d'adaptation s'explique facilement par le fait que le gouvernement Bethlen ne peut atteindre ses buts extra-politiques que par la lutte contre l'impérialisme français, dont les intérêts exigent le maintien de la situation actuelle dans le sud-est européen. Dans les contrées qui appartiennent à cette région, une politique « révisionniste » ne peut donc être poursuivie que si l'on se met à la remorque de l'impérialisme anglais.

Que fait la contre-révolution magyare pour se démocratiser ? Elle siffle la social-démocratie et, rayonnants de joie, les valets professionnels de Bethlen accourent pour recevoir ses ordres. Bethlen leur propose une petite affaire : la social-démocratie n'aurait qu'à soutenir activement la politique extérieure du gouvernement, et, en échange, les poursuites contre les émigrés Garami et Buchinger cesseraient, une certaine amnistie politique serait accordée.

L'organe central du Parti social-démocrate, la *Nepszava* nous informe que c'est sur cette base que des pourparlers ont déjà eu lieu entre le gouvernement et les dirigeants du Parti. On marchandait au sujet de l'amnistie. Le 2 octobre, la *Nepszava* écrit : « Il n'est pas question de dirigeants et d'individus isolés, mais de tous ceux qui ont milité dans le mouvement social-démocrate. » Cela signifie donc : les ouvriers révolutionnaires, les milliers d'entre eux qui ont fait la Commune de Budapest et qui, comme communistes, sont aujourd'hui émigrés ou dans les prisons, seront exclus de l'amnistie.

M. Bethlen a besoin d'un peu de démocratie. Les dirigeants de la social-démocratie hongroise se précipitent aussitôt à sa manoeuvre : pour une amnistie de parti ils livrent le prolétariat hongrois qui doit ainsi servir de marchepied à la politique extérieure de la contre-révolution. Mais ce ne sera pas la première fois que les social-démocrates auront fait une grosse erreur de calcul. — Kurt Landau.

POUR SAVOIR
ce que représente
l'opposition communiste
et ce qu'elle veut
il faut lire

La Révolution défigurée

par Léon TROTSKY
Un volume in-8 écu, 224 pages
Prix : 15 francs.

Visa et droit d'asile

Bessedovsky, Cachin et le "Populaire"

Le Bessedovsky de Staline a fait à la presse, entre autres, les déclarations suivantes :

A peine la presse eut-elle annoncé que Trotsky, désireux de se rendre en France, demandait le visa, que Bouthonnier, secrétaire général intérimaire du parti communiste, vint à l'ambassade. Au cours d'un entretien avec Dorgalevski (ambassadeur) et moi, il nous supplia d'intervenir et de demander au Quai d'Orsay un refus contre Trotsky. Sinon, disait-il, il se produira une catastrophe, le parti communiste se désagrègera. Trotsky deviendra le noyau de l'opposition et nous, ajouta-t-il, vous perdrez vos uniques alliés en France. « Vous devez nous aider, vous devez exiger que les autorités françaises empêchent l'arrivée de Trotsky ! »

Nous n'avons pas pu donner à Bouthonnier une réponse précise, continue Bessedovsky, et nous promîmes de demander des instructions à Moscou. Mais deux jours après une nouvelle visite eut lieu. Cette fois, Bouthonnier était accompagné de Marcel Cachin. Durant deux heures, ils essayèrent de persuader Dorgalevski qu'il était de son devoir de protéger le parti communiste français contre Trotsky avec l'aide des autorités françaises. Nous télégraphiâmes à Moscou : que faire ?

Moscou répondit : « Ne vous mêlez pas de cette affaire ! L'attitude de la France vis-à-vis de l'U.R.S.S. est telle que votre protestation auprès du Quai d'Orsay contre le visa de Trotsky peut avoir des résultats contraires. »

Cachin a opposé à ce récit un démenti, un démenti indigné, naturellement. Mais cela n'est pas fait pour nous impressionner. Les affirmations d'un Bessedovsky ne valent pas cher ; celles de Cachin ne valent pas beaucoup plus.

Il faut reconnaître que nous nous trouvons ici en face de déclarations qui sont, dans une bonne mesure, vérifiables. La question du visa à accorder ou à refuser à Trotsky a été posée publiquement en Allemagne d'abord, puis en Norvège. Comment se sont comportés les communistes, frères de Cachin en stalinisme ? Ils ont intrigué et agi pour que le visa soit refusé. Les raisons qui les poussaient à se comporter d'une manière aussi ignominieuse, mais bien stalinienne valent également pour Cachin. Que Cachin les ait imités, cela est donc parfaitement vraisemblable.

A ce propos, on a pu lire dans le *Populaire* du 15 octobre, les lignes suivantes :

On se rappelle que lors de l'expulsion de Trotsky de Russie, l'ex-dictateur avait demandé au gouvernement français l'autorisation de se fixer en France.

A cette occasion, le Populaire, fidèle à la plus noble tradition socialiste et républicaine, avait réclamé le droit d'asile pour Trotsky, bien qu'il fût un adversaire du socialisme.

La vérité est que Trotsky n'a pas demandé le visa pour la France. On sait, néanmoins que Briand considère l'octroi du visa comme une « monnaie d'échange ».

Mais le *Populaire* a une certaine audace quand il parle de sa fidélité à « la plus noble tradition socialiste ». Qu'attend-il donc alors pour stigmatiser Hermann Müller et Mac Donald ? N'ont-ils pas foulé aux pieds cette « plus noble tradition ». Il est bien facile de se montrer « généreux » en paroles. Pour que cela ait quelque valeur il faut que les actes suivent. Or, devant les actes des ministres de la II^e Internationale, le *Populaire* s'est tu.

Il s'est formé, contre l'opposition russe, un monstrueux et hideux front unique qui va de Staline à Goly en passant par Hermann Müller et Mac Donald. Les belles phrases du *Populaire* ne parviendront pas à masquer cette répugnante alliance.

LA VERITE
paraît tous les vendredis

Dans la Jeunesse communiste

Le travail chez les jeunes

Le problème de la conquête de la jeunesse ouvrière se pose en relation avec la situation économique présente. Seule une juste analyse de la situation actuelle, peut permettre de tracer pour le présent et l'avenir une ligne politique capable d'arracher aux chefs socialistes les jeunes générations, afin de les rallier au communisme.

Ce qu'il faut, c'est, en rapport avec la conquête de la jeunesse ouvrière, assurer la continuité révolutionnaire marxiste au sein de l'I.C. Le problème se pose tant en Russie qu'en Europe, à des stades différents bien entendu.

En Russie, il y a nécessité d'unir dans la véritable tradition révolutionnaire les générations d'après Octobre, générations ouvrières et paysannes pauvres s'entend, avec le fond révolutionnaire du Parti. Car tout parti n'est pas une entité, mais bien le gardien vivant du patrimoine d'une tradition révolutionnaire de lutte. Seule une juste démocratie communiste peut réaliser cette liaison vitale pour former les cadres de l'Etat prolétarien vers une finalité vraiment communiste. Sans cela, une coupure s'opère fatalement entre les cadres vieux du parti intégrés dans l'appareil de l'Etat, éloignés des masses, qui se bureaucratisent et acquièrent une psychologie et une philosophie politiques issues de l'emploi occupé, et qui, par conséquent se retournent contre l'Etat de la dictature prolétarienne, en même temps que le libre jeu des intérêts de classe se fait jour dans les organisations mêmes du parti et des jeunes.

Trotsky ne s'y est pas trompé, lorsque dès 1923, il a posé la question de l'éducation communiste des jeunes générations. Nos staliniens, toujours aussi honnêtes, ne manquent pas de travestir sa pensée, en lui faisant dire tout le contraire. Les événements se sont chargés de démontrer la justesse du point de vue de Trotsky, qui voyait là, entre autres choses, une des bases de la bureaucratie.

En Europe, la conquête de la jeunesse ouvrière se lie intimement à toute l'évolution capitaliste et aux groupements de classes qui en résultent. Le problème se pose, aujourd'hui, sous l'angle d'une économie capitaliste, stabilisée après la crise d'après-guerre, stabilisation qui, en elle-même, porte profondément les contradictions, décuées, menant aux prochains conflits.

La jeunesse qui prend conscience de la lutte politique en cette époque entre précipitamment dans la lutte au moment où le capitalisme européen, poussé par la concurrence sur son propre marché, entre ses frontières nationales et contre l'Amérique dont il est tributaire, et vis-à-vis de laquelle il défend ses débouchés qui se réduisent. Pour soutenir cette lutte, la bourgeoisie y adapte son appareil de production ainsi que le rythme de productivité nécessitée par cette lutte. En Allemagne la situation est plus critique, pour la classe ouvrière, car elle est exploitée par le néo-impérialisme allemand en même temps que par les impérialistes étrangers ; aussi les réactions de classes y sont beaucoup plus rapides et sensibles. Mais dire que la classe ouvrière, sentant les effets de son exploitation croissante, va directement vers la juste solution de son intérêt de classe, c'est-à-dire vers le communisme, est faux. Avant d'y arriver, la jeunesse ouvrière principalement passe par l'école du réformisme : la longueur du stage qu'elle y fera dépend tant du développement de la situation capitaliste que de la politique que mènera l'I.C.

Ne faisant que sentir le poids de son exploitation, la jeunesse ouvrière se tourne vers la solution des remèdes immédiats, et trouve sur son chemin la social-démocratie qui lui présente le régime économique, comme étant encore viable, étant encore

progressiste et renfermant par conséquent une capacité d'amélioration pour la classe ouvrière. Le rôle des communistes est de dénoncer cette fausse position et de démontrer que pour la classe ouvrière, il ne peut y avoir de réformes, mais prise du pouvoir par la classe ouvrière elle-même, pour changer la base même du régime, car le capitalisme, poussé par ses contradictions, tente de les aplanir aux frais de la classe ouvrière.

Ce stade réformiste de la classe ouvrière est démontré par les élections européennes qui accusent une croissance socialiste. Dire que les chefs socialistes sont intégrés dans l'appareil bourgeois n'est pas nouveau, mais de là à leur assimiler les masses qui les suivent est faux, pour la bonne raison que leur rôle de socialistes est de duper, au profit de la bourgeoisie, les ouvriers qui s'éveillent à la conscience de classe, qui votent contre les partis bourgeois et s'en détachent.

Ce processus de radicalisation « réformiste » des jeunes générations est démontré non seulement par la croissance de la II^e Internationale, mais aussi par le courant de droite au sein même de l'I.C., courant qui en réaction de la fausse politique de la direction staliniste, tente de réhabiliter une pure politique socialiste au lieu de défendre les principes communistes vérifiés. La position de Brandier, ou celle des droitiers tchécoslovaques est l'illustration de ce que nous avançons.

Méconnaissant cette situation, les dirigeants aventuriers de l'I. C., ignorant tout du processus dialectique qui s'opère, orient à la radicalisation des masses, à la « politisation » des luttes grévistes, etc... Alors que la conquête des jeunes générations reste à faire, ils déclarent qu'elle est faite, lancent des mots d'ordre tels que « classe contre classe » et méconnaissent les principes essentiels posés par les 3^e et 4^e congrès de l'I.C. pour la conquête de la classe ouvrière. Mieux, par une répétition des fautes ultra-gauchistes, ils sabotent le mouvement syndical unitaire, voulant imposer de force une fausse politique, oubliant que si le parti communiste doit vraiment avoir la direction du mouvement ouvrier, il faut qu'il la conquière, par la confiance des ouvriers, qui vérifient la justesse de la politique suivie. Or tel n'est pas le cas pour nos centristes.

La conquête des jeunes générations ouvrières se pose donc sous l'angle d'une juste appréciation de la caractéristique réformiste des masses. Devant la carence de la direction opportuniste de l'I. C., c'est à l'Opposition qu'il appartient de mener à bien cette tâche, en préservant et propageant la juste politique communiste que représentent les quatre premiers congrès de l'I. C., l'œuvre de Marx et de Lénine. C'est à l'Opposition qu'il appartient de mener cette œuvre de clarification et d'éducation, afin d'élever une véritable génération de marxistes révolutionnaires. — J. Jacques.

Piteux congrès

Pendant six jours, le congrès de la Jeunesse communiste qui s'est tenu à la Bellevilloise a retenu l'attention des communistes. Tardieu, plein d'attentions pour les Jeunesses socialistes, avait interdit aux jeunes communistes de se réunir à Ivry, ainsi qu'ils l'avaient projeté. Cette différence de traitement est un enseignement très clair pour les ouvriers.

Les communiqués de l'Humanité se sont efforcés de donner l'impression d'un congrès animé. Mais la réalité fut tout autre. Ce qui ressort le plus nettement ce fut la pauvreté des discussions, en particulier celle des rapports des membres du bureau fédéral. Les délégués se bornèrent à donner des renseignements sur la situation de leurs régions. En fait, il n'y eut ni

discussions, ni examen sérieux des questions présentes. Ce sixième congrès n'a rien appris ni rien approfondi, et un délégué de l'entente des Pyrénées a pu dire justement que « les silencieux grandissaient à vue d'œil », signe bien mauvais chez des jeunes, la lâcheté politique étant incompatible avec l'esprit de la jeunesse ; mais déjà, il faut le constater, on rencontre, à côté de la sincérité révolutionnaire une certaine corruption politique.

Evidemment on peut dire que certains camarades sont contraints à une vie illégale et que cela a gêné le travail de la direction, mais rien n'empêchait ces camarades de préparer des rapports qui auraient été développés au congrès et auraient fourni la base d'une bonne discussion politique. On ne peut, par cet argument, justifier l'insuffisance du niveau idéologique du congrès.

Des critiques faites, il ressort que de lourdes fautes ont été commises par le secrétariat de la 4^e Entente au sujet du 1^{er} Août. En réalité, ce secrétariat fut au-dessous de tout. Quinze jours avant la journée rouge il disparut de la circulation et se trouva presque complètement coupé des rayons. Ceux-ci, en conséquence, virent fondre rapidement leurs effectifs. Dans les départements limitrophes, c'était l'abandon complet ; il n'y eut ni liaison ni matériel de propagande. Les déclarations des délégués provinciaux montrèrent que les choses se passèrent ainsi dans toute la France. Faillite complète de la direction. Ce ne fut que grâce à l'initiative des jeunes de la base que l'organisation de la Jeunesse fut sauvée du désastre politique. Quant au travail anti, on en parle beaucoup, mais peu d'actes suivent les paroles. La semaine internationale de la Jeunesse n'a pu être organisée.

On constate un petit tournant politique et l'I. C. J., dans sa lutte contre la droite, reprend certaines formules de notre camarade Trotsky qui reste, en fait, le guide de la jeunesse ouvrière, tant par l'étendue de son savoir que par son allant révolutionnaire, sa clairvoyance, sa probité politique.

Parmi les questions qui vinrent en discussion, il faut mentionner les écoles professionnelles d'apprentissage et la lutte pour l'existence légale de la Jeunesse.

Sur la première, la position du rapporteur, ratifiée par le congrès fut la suivante : les écoles professionnelles sont destinées à former une jeunesse ouvrière rationalisée qui servira les intérêts du capitalisme en devenant les rouages perfectionnés de cet appareil et en créant, en conséquence, une aristocratie ouvrière.

Le bureau fédéral s'appuie sur le fait que l'éducation professionnelle n'est plus, comme par le passé, l'apprentissage complet d'un métier donnant des armes techniques aux jeunes ouvriers, mais que ces écoles ne servent qu'à former une élite ouvrière rationalisée. Il se déclara même hostile aux cours professionnels organisés par le C.G.T.U.

Les dirigeants de la Jeunesse n'ont pas compris qu'ils posent ainsi le problème dans l'absolu, comme des professeurs et non comme des ouvriers. Le rôle des jeunes doit être de travailler dans ces cours professionnels, et non de les saboter car, qu'on le veuille ou non, les écoles professionnelles existent toujours et même se développeront.

Pour lutter contre la rationalisation, il ne suffit pas d'écrire de beaux articles, il faut se mêler aux jeunes et travailler avec eux pour les aider à se dégager de l'emprise du capitalisme et les entraîner vers l'action révolutionnaire.

En ce qui concerne la lutte pour l'existence légale de la jeunesse, les dirigeants fédéraux ont montré une incompréhension totale. Ils sont déjà acculés à la défensive. Le vrai mot d'ordre devrait être : « Face à la jeunesse ouvrière, recrutement par une large propagande. » La constitution d'organisations nombreuses, puissantes, serait le meilleur moyen de résister aux menaces gouvernementales.

Pour remédier à l'insuffisance de l'appareil on n'a rien trouvé mieux que d'enfler à 58 membres l'effectif du comité central, ce qui est beaucoup pour une organisation qui ne compte que 6.000 membres. Il y aura un bel état-major et peu de troupes.

Les thèses politiques ne furent communiquées aux délégués que quelques heures avant la clô-

ture du congrès. Il ne restait donc qu'à voter sans avoir pu les examiner et les discuter. Mais cela n'alla pas sans de nombreuses protestations.

En terminant, je veux m'adresser à nos camarades de la Jeunesse. Il est temps de réagir ! Sinon notre organisation continuera à décliner. Les lamentables résultats du travail fait entre le 5^e et le 6^e congrès ne peuvent être cachés ; ils sont le produit d'une fausse politique s'appuyant exclusivement sur l'appareil et des méthodes purement bureaucratiques. Dans la lutte politique et dans l'action, la Jeunesse communiste deviendra le foyer de toute l'opposition bolchévique.

UN DELEGUE.

LEURS HOMMES

— 0 —

« Mais comme vous savez, je suis hostile à la terreur individuelle. J'aimerais mieux voir un soulèvement en masse et JE ME RALLIE A CEUX D'ENTRE LES EMIGRES, QUI TENTENT D'EN PROVOQUER UN ».

Déclarations à l'*Intransigeant* 11-10-29
de BESSEDOVSKY
hier chargé d'affaires
de la République des Soviets.

MAIS RACOVSKY EST DEPORTE EN SIBERIE

Chez les mineurs

Les deux fédérations de mineurs viennent de tenir presque simultanément leur congrès, l'une, celle des confédérés, à Marseille, l'autre, celle des unitaires, à Lens.

Le congrès confédéré a pris une allure triomphale. Les délégués louèrent à tour de rôle, l'attente, les succès obtenus et la reculade bolchévique.

Les ténors de la C.G.T. et de l'Internationale minière, avec le thème ordinaire sur la Société des nations, ainsi qu'un banquet offert par la municipalité de Marseille rehaussèrent l'éclat de ce congrès.

On sait que les confédérés, par suite de l'abandon par les unitaires de la tactique du front unique et de propositions sur l'unité syndicale, qui à l'origine leur donnaient de l'inquiétude, sont aujourd'hui débarrassés de ce souci, d'où la bonne humeur, l'attente parfaite.

Les succès, c'est en fait le résultat du programme gouvernemental contre le bolchévisme.

Chacun sait que le programme gouvernemental contre le bolchévisme comporte une série d'améliorations surtout théoriques de la situation ouvrière ; pour la région parisienne par exemple un meilleur aménagement des lotissements ; pour l'ensemble du pays, les assurances sociales, les allocations familiales, subventions aux sociétés sportives, etc. C'est ce programme appliqué dans le domaine minier, conséquence due davantage à la pression bolchévique qu'à la leur, qui fit l'objet des vantardises réformistes.

Ces succès consistaient en l'amélioration d'un régime de retraites qui continue à être misérable, et en une insignifiante augmentation de salaires. Ainsi qu'il a été convenu entre chefs réformistes et patronat, l'intérêt général doit être pris en considération en toutes circonstances. Comme les compagnies minières traversent une période de haute conjoncture, une légère augmentation de salaires a été accordée à charge pour les mêmes chefs d'accepter la diminution dans les périodes de basse conjoncture comme ils l'ont fait du reste dans le passé. A ce point de vue, la fédération confédérée traverse une période favorable au mirage.

La reculade bolchévique a été évoquée à la faveur des échecs récents de la Loire et du Gard, du 1^{er} août, de la diminution importante des effectifs de la C.G.T.U. On a prétendu que ces échecs justifiaient la méthode de collaboration de classe ; erreur.

En ce qui concerne le congrès unitaire, il est difficile d'entrer dans les petits détails, car les renseignements sur la vie de la fédération sont devenus rares en raison de la parution de plus en plus espacée du journal corporatif, du tronçonnage des informations fournies par l'*Humanité*.

Depuis quatre ans qu'y sévit le néo-bolché-

Les difficultés du communisme municipal

À la mairie de Clichy

A propos du conflit qui vient de surgir entre la municipalité de Clichy et la direction du Parti, un camarade de Clichy nous écrit :

Le problème municipal est un des plus difficiles qui se posent à un parti politique révolutionnaire. Il faut en effet administrer et assurer le bon fonctionnement des services publics (et ce n'est pas toujours chose aisée), tout en s'efforçant d'orienter toute cette activité au mieux des intérêts du prolétariat et des nécessités de la lutte de classes, le tout dans le cadre des lois bourgeoises. Ce sont souvent les exigences contradictoires... D'autre part, dans les villes de la banlieue parisienne, les services communaux exigent des employés nombreux et les municipalités nouvellement conquises se trouvent souvent en face d'un personnel plus ou moins hostile, particulièrement celui déjà placé à des postes importants et... rémunérateurs : secrétariat de mairie, chefs des divers services, etc.

Les derniers incidents de Clichy en sont un probant exemple. Le Parti communiste ne sut pas imposer la discipline et les hommes nécessaires. Il garda d'abord ses plus grands ennemis dans la place : Boudry, installé dans le véritable confortable et gras fromage du secrétariat, Paymal, dont on se demande quelles sont les capacités, les occupations et les attributions, et qui ne semble bien doué que pour le mouchardage.

Puis, la municipalité de Clichy créa un dispensaire (il y aurait beaucoup à dire sur sa genèse et sa réalisation), à la tête duquel elle nomma le Dr Tchok (l'animateur, comme dit Naile), qui se distingue par sa haute taille, son ignorance, son manque de courage, son aptitude à manger son picotin à n'importe quel râtelier.

Or, dans le Conseil municipal, il y avait pas mal d'hommes sans principes, et au Bureau municipal, il y avait Auffray, incapable de résister aux influences et de résoudre lui-même les problèmes, et il y avait surtout Naile dont l'ambition et la vanité n'égalent que l'insuffisance. Ce pauvre Naile et ses amis ne surent pas résister aux séductions des prébendes bourgeoises et ils firent le front unique avec... les ennemis du communisme pour garder leurs postes, leurs honneurs (bien entendu honneurs s'écrit ici au pluriel) et surtout leurs profits. Ce front unique allait donc de Boudry à Naile, en passant par Tchok et en passant aussi par la préfecture de

la Seine (si ce n'est par la préfecture de police, — elles sont si près l'une de l'autre).

Aussi quand se posèrent des questions importantes, des heurts violents se produisirent. Naile, évincé de la direction du dispensaire, intrigua si bien que la rupture inévitable se produisit entre la majorité opportuniste du Conseil municipal et les éléments restés sains qui voulaient que la municipalité de Clichy devienne vraiment une citadelle du prolétariat. La presse de ces jours derniers nous a appris que les opportunistes et le fromagistes avaient triomphé.

De semblables malaises ne se limitent d'ailleurs pas à Clichy, mais se manifestent dans d'autres communes : Pierrefitte, Villetaneuse, Vitry, etc. Les pseudo-communistes arrivistes s'acharnent de toute leur force et de tout leur venin, dans une touchante fraternité d'armes avec la préfecture de la Seine.

De tout ceci, il y a quelques leçons à tirer aussi bien pour le Parti communiste que pour les oppositionnels.

1° Une fois de plus, le Parti communiste récolte ce qu'il a semé. Il s'est entouré de valets et de fonctionnaires qui n'avaient d'autres qualités que l'échine souple. A la première occasion ces valets s'en vont chez un maître qui paie mieux. Naile et ses amis nous le montreront bientôt ;

2° Plus que jamais le besoin d'hommes se fait sentir dans le Parti communiste, non pas d'hommes qui disent toujours oui jusqu'à la servilité la plus basse, mais de révolutionnaires sérieux et honnêtes, même s'ils ne sont pas des cent pour cent faisant partie du fameux « bloc monolithique ».

3° Les oppositionnels doivent montrer la plus grande méfiance envers tous ces éléments louches, pseudo-révolutionnaires. Les oppositionnels feront bien de n'accueillir parmi eux que des camarades propres et sincères. Les Naile et consorts, leurs imitateurs de Clichy et d'ailleurs ne peuvent pas être considérés comme des révolutionnaires sincères.

Voilà les quelques réflexions que peuvent suggérer en premier lieu les incidents de Clichy, il y aurait cependant sujet d'y revenir car les questions soulevées par la conquête des municipalités sont très importantes et mériteraient de sérieuses études.

Willy WILLIAM.

visme dont Thorez est l'élément le plus représentatif, on tire chaque année vanité du fait que la fédération se trouve parmi celles de la C.G.T.U. qui ont perdu le moins de membres. La caisse est toujours vide, pour vivre il y a un bon moyen : rester en bons termes avec la direction du parti, être toujours dans la ligne.

Par suite, le congrès fédéral fut une réédition du congrès de la C.G.T.U. ; pour s'en rendre compte, on n'a qu'à se reporter au compte rendu de ce congrès : trois journées d'attaques contre les « opportunistes » et les « paniquards ». On a avoué les échecs de la Loire et du Gard, parce que l'on en pouvait pas faire autrement, mais ce fut pour blanchir les hauts fonctionnaires du parti et de la C.G.T.U.

Quant aux militants de la base qui ont fait de gros efforts sans beaucoup de résultats, comme Arnaud et ses camarades, ils ont été traités d'opportunistes parce qu'ils ont discuté le plan de l'état-major qui pourtant méritait sûrement de l'être.

De la lutte contre le patronat il n'en fut question que d'une façon générale, mais la stratégie de lutte contre les militants « opportunistes » fut bien étudiée, fignolée. Ces militants opportunistes ne sont pas nombreux, mais ils arrivent à point pour permettre une diversion. La situation charbonnière est favorable aux mineurs, il y a une demande très importante, à ce point que le bruit a couru que Paris aurait manqué de charbon cet hiver ; c'est un de ces moments où une bonne organisation engagerait la lutte avec toutes les chances de succès.

Mais, incapable de la moindre action contre le patronat, il faut donner à ceux qui s'éton-

neront quelque chose à dévorer, les « opportunistes qui renforcent la position des réformistes ».

On invoqua malgré tout un « succès », la conquête de quelques sièges de délégués à la sécurité. Ce succès est très discuté car pour être réel il devrait avoir sa répercussion sur les effectifs de la fédération ; or c'est le contraire qui se produit. Ce qui paraît certain, c'est que les mineurs votent contre les réformistes et non pour les unitaires. On rechercherait en vain dans les renseignements qui nous parviennent une menace quelconque pour le patronat en dehors d'une simple affirmation verbale.

Du front unique, de l'unité syndicale, il n'en est plus question, ou plutôt c'est réglé en termes simples et peu fatigants pour le cerveau : que les travailleurs soient communistes et au surplus dans la ligne, alors le patronat n'aura qu'à bien se tenir.

C'est dans ces conditions que l'on a donné lecture du cahier de revendications.

Le patronat joue sur le velours.

DELFOSSÉ.

IL FAUT LIRE

LA DEFENSE DE L'U.R.S.S.
ET L'OPPOSITION
par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

10^e Exécutif de l'Internationale : Bavardages sur la "troisième période"

La 10^e session du Comité exécutif de l'Internationale communiste s'est tenue au début du mois de juillet. Il n'est cependant pas trop tard pour en parler, parce que les points de vue qui y ont été défendus trouvent aujourd'hui leur néfaste application dans la politique des partis communistes. Nous le montrerons ici. Le C. E. représente soi-disant l'état-major de la révolution mondiale, c'est-à-dire la sélection des meilleurs militants révolutionnaires de chaque pays, que la confiance des ouvriers a placés à la direction des partis. En réalité, le C. E., qui a été cela dans les premières années de l'I. C., ne représente plus qu'une collection d'instruments de la politique de Staline dans les sections nationales de l'I. C. Ces instruments sont nommés directement par Moscou, changés selon les besoins de la bureaucratie, et ne représentent rien.

L'objet des sessions actuelles du C. E. est avant tout de réaliser quelques opérations de cuisine intérieure, puis de dicter les ordres aux différents partis nationaux pour la période à venir. La *Correspondance Internationale* nous a donné durant le mois de septembre les comptes rendus de ces séances. Il y a un énorme fatras que nous avons dépouillé et auquel il ressort clairement que les membres de l'Exécutif ont procédé à quelques opérations de haute police contre des membres récalcitrants, comme Humbert-Droz et Serra, et qu'ils ont défini, sous la direction de Molotov, de Manouïlsky et de Kuusinen, la « tactique » (si l'on peut dire) des prochains mois, c'est-à-dire celle dans laquelle le parti partage actuellement : lutte contre le « social-fascisme », bolchévisation définitive des syndicats rouges, scission de la classe ouvrière par la théorie des « inorganisés », etc... le tout appuyé sur la théorie mythique de la radicalisation des masses qui faisait dire à Motrova (C. I. n° 83, p. 1146) : « L'Allemagne se trouve actuellement devant une situation révolutionnaire immédiate. Cela est certain. »

D'une manière générale il ressort des débats de cet Exécutif que les délégués Russes comprennent de moins en moins la réalité de la lutte révolutionnaire Occidentale, et moins ils la comprennent, plus ils morigènent avec impudence des délégués qui regimberaient devant leurs théories. Au nom de la Révolution russe qu'ils aident à mener, ils commandent aux révolutionnaires des autres pays au gré des besoins de leur politique bureaucratique intérieure. Varga reconnaît lui-même que ses déductions peuvent être fausses « parce qu'il y a dix ans qu'il n'est plus en contact avec la masse et qu'il étudie dans son cabinet ». Lozovsky fait une semonce aux délégués sur leur politique syndicale, et leur énonce quatre-vingt-quatorze points d'auto-critique, sur la base des rapports écrits que lui ont fournis les comités centraux. On fait des thèses et des rapports kilométriques dans lesquels on ne trouve pas un grain de réalité.

Moins les faits concordent avec les thèses, plus le C. E. s'entête à vouloir convaincre la réalité.

La lutte qui est à l'ordre du jour dans le parti russe, c'est la lutte contre les déviations de droite. Donc, dans toute l'I. C., il faut lutter contre les déviations de droite. Un délégué à légitime ce raisonnement en disant que le groupe Tomski-Yaglom (droite russe dans les syndicats), avait ses attaches internationales. Paremment Boukharine est accusé de fomenter dans toute l'I. C. la rébellion des conjugués. Mais est-ce que cette lutte contre la droite s'accomplit sur le terrain des principes marxistes, en accord avec les nécessités qui découlent des rapports de force dans la période actuelle? Nullement. Il s'agit seulement de déplacer quelques directions, et de faire admettre les nouvelles théories sur le social-fascisme et la bolchévisation des syndicats. Alors on agit un spectre de droite, et l'on fait avaler aux délégués apeurés les nouvelles couleuvres.

Une première discussion, d'apparence académique, a eu lieu entre Varga et les autres délégués, sur la question du niveau de vie actuel de la classe ouvrière. D'après Varga la conjoncture de l'économie mondiale continue à s'améliorer, à être ascendante. Cependant il se

produit un certain essor du mouvement ouvrier. Comment cela se fait-il? Eh bien, c'est que « si nous considérons de plus près dans quel pays et dans quelles branches de l'industrie le mouvement ouvrier a été le plus fort, nous découvrons que c'est dans les branches et les pays où la conjoncture a été pire (Allemagne, Pologne, Inde) ». En outre on ne peut pas dire que le niveau de vie des ouvriers ait empiré dans l'année écoulée ; l'étude des statistiques des prix et des salaires s'est aggravée, parce que le rendement du travail s'est accru, et que le taux de la plus-value a augmenté. Naturellement tout le monde est tombé sur Varga. Varga cache une vulgaire déviation droite, il nie la radicalisation des masses, il nie l'ébranlement du capitalisme, il nie l'offensive prolétarienne!

En réalité Varga est bien embarrassé, et il accumule les contradictions, pour se tirer d'affaire. Ses études lui permettent d'affirmer que la conjoncture du capitalisme est montante ; mais la bureaucratie de l'I. C. lui enjoint d'en conclure que la radicalisation de la classe ouvrière s'effectue. Cependant comme il est difficile de lier tout à fait les deux choses, il explique que la conjoncture est bonne internationalement, tandis que les luttes ouvrières ne surgissent que là où il y a des crises locales et partielles du capitalisme (qui ne contredisent pas sa bonne conjoncture internationale). De même il accorde que la classe ouvrière est plus exploitée, par la rationalisation, ce qui est incontestable, mais il précise que, néanmoins, son niveau de vie ne diminue pas. Sur ce second point, on a fait remarquer à Varga, avec juste raison, que pour calculer le niveau de vie de la classe ouvrière il s'était basé sur le niveau des salaires, mais qu'il avait oublié qu'il y a des millions d'ouvriers qui ne touchent pas de salaire parce qu'ils sont chômeurs. Il faut néanmoins que ces chômeurs mangent. Si bien que dans sa totalité, on peut considérer que l'aggravation de l'exploitation ouvrière s'accompagne d'une certaine diminution de son niveau de vie et de sa capacité d'achat sur le marché.

Mais après avoir montré que la classe ouvrière subissait une certaine baisse de son niveau de vie, et qu'elle est obligée de lutter pour ses salaires, les membres du C. E. se croient obligés d'en conclure qu'il y a une radicalisation politique des masses, et que les ouvriers en luttant pour leurs salaires manifestent leur volonté de renverser le régime capitaliste, ce qui est absolument faux. Le gonflement des effectifs de la social-démocratie devrait pourtant leur apprendre quelque chose!

On a donc discuté de la tactique syndicale, en relation avec la « radicalisation des masses ». Lozovsky est venu défendre son point de vue sur la nécessité de scinder les syndicats réformistes, là où n'existent pas de syndicats rouges, d'appeler à la lutte les inorganisés par dessus les syndiqués. Il a été chaudement appuyé par Thaelmann qui rêve d'avoir aussi en Allemagne une centrale syndicale soumise au parti communiste. Cette tactique, que l'on cherche à implanter actuellement en France, consiste à faire de toute grève une grève politique, à mener une lutte décisive contre les syndicats réformistes ou autonomes, à appeler les inorganisés qui sont sous l'influence du parti à forcer la main aux syndicats lorsque ceux-ci sont trop peu aventureux en un mot à pratiquer actuellement en toute circonstance une offensive décisive, et à déclencher des grèves là où les ouvriers intéressés ne réagissent pas assez vite.

Lozovsky a poussé l'inconscience jusqu'à recommander pour la lutte syndicale les fameux principes que Lénine avait élaborés pour l'insurrection et la prise du pouvoir. C'est un contresens monstrueux. La folie tactique a pris un tour particulièrement grave chez Lozovsky et chez les Mommousseau de tous les pays. Naturellement cette tactique est la négation absolue de tout front unique, même à la base, et elle conduit fatalement à la division dans la classe ouvrière ou au rejet par les ouvriers des chefs indignes qui les conduisent à la bataille dans des conditions aussi désastreuses.

Lozovsky et autres basent leur nouvelle tactique sur leur appréciation du rôle actuel de la social-démocratie et des syndicats d'Amsterdam. A ce sujet ils ont développé à l'Exécutif la théorie du social-fascisme. Ils disent : les partis social-démocrates, les syndicats réformistes, sont définitivement devenus des appendices de l'Etat bourgeois. On ne peut donc pas chercher à les conquérir. Il faut seulement les détruire, parce qu'ils s'opposent aujourd'hui au mouvement révolutionnaire comme l'Etat lui-même. Mais cette théorie mène tout droit au sectarisme.

Il est incontestable que les partis de la social-démocratie sont aujourd'hui les soutiens directs, dans un grand nombre de pays, de l'Etat. Ils participent même, comme en Angleterre et en Allemagne, au pouvoir. On doit donc dénoncer ces partis devant les masses, c'est-à-dire aussi devant les membres ouvriers de ces partis. Mais on ne peut pas le faire avec une tactique qui aboutit à faire lutter les ouvriers adhérents à l'I. C. contre ceux qui n'y adhèrent pas. La France est un exemple remarquable, qui montre que les ouvriers qui restent au Parti communiste sont au maximum 20.000, tandis que des dizaines et centaines de milliers d'autres, qui sont révolutionnaires et luttent contre le patronat, n'y adhèrent pas. Dans ces conditions, opposer les ouvriers membres du parti à ceux qui n'en sont pas, c'est vraiment ne rien comprendre à la situation objective.

En outre, il faut distinguer entre le parti et les syndicats. Par sa définition même le syndicat doit englober tous les ouvriers, par conséquent même ceux qui sont hésitants ou dont la conscience de classe n'a pas atteint une clarté suffisante. Et le devoir des communistes est de les influencer, mais par les méthodes de la persuasion, par la propagande, par l'exemple, et non par la menace et par la lutte bureaucratique. Bien qu'ils se targuent d'être indépendants, les syndicats d'Amsterdam sont sous l'influence de la 2^e Internationale. Mais ce n'est pas une raison pour abandonner à l'influence de cette Internationale réformiste les ouvriers qui la suivent. Au contraire. Nous ne devons pas perdre de vue que notre tâche est de faire triompher la classe ouvrière toute entière, et même les paysans et en général tous les travailleurs salariés non manuels. Cela suppose qu'on fait des efforts pour assurer l'unité de la masse travailleuse, et l'influence communiste à l'intérieur de cette masse.

Mais les théoriciens de l'I. C. ont complètement oublié cela. Parlant aujourd'hui de social-fascisme, l'un d'eux a été amené à dire que Noske était encore un démocrate (sic!) mais que depuis, la social-démocratie avait évolué vers le social-fascisme. Enfin, la philosophie et les perspectives les plus nettes de cette nouvelle orientation ont été données par Martynov. Martynov est un vieux menchévik qui n'a adhéré au parti bolchevik qu'après la mort de Lénine, et maintenant il donne des leçons à tout le monde. La *Correspondance Internationale* nous apprend qu'il était à l'Exécutif au titre de rédacteur de la revue *Internationale Communiste*, ce qui est au moins étrange comme délégation. Voici ce que Martynov a dit : (C. I. p. 1052, n° 78). « Il n'y a aucun doute que dans les prochaines formidables batailles de classes dans de nombreux pays, les premiers combats et les plus acharnés auront lieu entre le prolétariat révolutionnaire et l'aristocratie ouvrière ayant à sa tête la social-démocratie social-fasciste. »

Il est incontestable que dans les pays les plus industriels, tels que l'Allemagne, l'Angleterre, une vraie guerre civile se déroulera directement entre le prolétariat et l'aristocratie ouvrière, devenue maintenant le détachement avancé de la contre-révolution bourgeoise. Ce sera la lutte la plus sérieuse. En admettant que Martynov ne soit pas fou, il ressort de là que la lutte finale pour le renversement de la bourgeoisie se déroulera principalement entre deux fractions de la classe ouvrière. Voilà ce que l'Exécutif de l'I. C. écoute sans sourciller dans la douzième année de la révolution d'octobre.

Nous examinerons la semaine prochaine les résolutions qui ont été approuvées par cette session. — P. N.

Dans l'opposition

Le point de vue
des communistes espagnols

L'opposition communiste de gauche traverse indiscutablement un des moments les plus critiques de sa vie. Le problème que le conflit sino-russe pose à l'opposition a fait ressortir qu'il n'y a pas de différence dans la façon d'apprécier l'importance du problème mais qu'il y a, ce qui est beaucoup plus grave, de grandes divergences de caractère politique en ce qui concerne la position que nous, opposants communistes, devons adopter vis-à-vis de ce problème.

Il est certain que pour un communiste de l'opposition qui considère la situation créée par l'agression perpétrée par Tchong Kai Chek contre l'Union soviétique, les articles de Landau et de Trotsky définissent nettement quelle doit être la position de l'opposition communiste léniniste. C'est quelque chose qui est dans l'esprit de tous et qui ne devrait pas souffrir de discussion. Mais des camarades comme Van Overstraeten, la rédaction de *Contre le Courant*, d'autres encore ont donné une note discordante tout à fait incompréhensible.

Laissons le conflit sino-soviétique. D'autres problèmes extrêmement importants sollicitent notre attention, l'attention de l'opposition en général : la crise de l'Internationale communiste chaque jour plus aiguë ; la dislocation du bloc centre-droite et la liquidation de la droite par Staline ; le plan quinquennal ; la « radicalisation des masses » ; les « grèves politiques » ; le problème syndical et beaucoup d'autres questions importantes et actuelles réclament de l'opposition l'élaboration d'un plan d'action concret et bien déterminé.

Jusqu'à présent nous avons manqué d'un programme international et même, dans le domaine national, l'opposition a été souvent désaxée (en France, à l'occasion du congrès de la C.G.T.U. l'opposition, sauf de rares exceptions individuelles, n'a pas su bien fixer son point de vue). La journée du 1er août de Staline nous a trouvés désorientés et surtout partagés entre diverses opinions. Les yeux bandés, nous avons fait beaucoup de faux pas et témoigné d'une grande confusion. Il est incontestable que ce n'est pas ainsi que doit travailler l'opposition. « Un opposant, a dit le camarade Trotsky, ne doit pas se borner à critiquer la politique de Staline. Le travail quotidien de l'opposition doit prouver par des faits que nous savons donner des solutions à tous les problèmes posés actuellement à la classe ouvrière. » C'est dans ce sens que nous devons diriger notre activité. Nous avons dit que notre but est d'arracher la Révolution d'Octobre et le mouvement communiste à la tutelle de Staline et du koulak. Comment ? En luttant chaque jour, énergiquement et sans hésitation. Nos erreurs sont utilisées par les tristesses pour nous combattre. Tâchons donc de n'en pas commettre.

Nous devons donc élaborer au plus tôt notre plan d'action, notre programme international d'action. Une conférence internationale de l'opposition s'impose.

Il n'y a aucun doute que les stalinistes profiteront de l'occasion pour nous accuser d'être des scissionnistes, d'aspirer à la constitution d'une nouvelle Internationale. Mais qu'importe ce que peuvent dire des gens qui vivent du mensonge, de la duperie, de la canaillerie. Disons d'avance qu'il ne s'agit pas de créer une nouvelle Internationale et disons-le avec force. Nous voulons uniquement et exclusivement dresser un plan d'action international, organiser méthodiquement notre travail, pour éviter à l'avenir le triste spectacle que donne une opposition internationale divisée dans les moments les plus graves. Résumant notre programme, une conclusion doit s'imposer : l'épuration de nos rangs en combattant énergiquement toute position social-démocrate ou anarcho-réformiste. Nous, marxistes-léninistes, ne devons pas nous préoccuper de la quantité, sinon d'une façon secondaire. Ce qui est plus intéressant, et de beaucoup, c'est la qualité des camarades qui forment l'opposition.

L'idée est lancée, non mon idée personnelle mais celle des camarades des groupes espagnols de l'opposition communiste du Luxembourg et de Belgique. Hâtons-nous donc de mettre fin à la situation confuse actuelle. Précisons bien notre position et notre programme d'action. — H. Lacroix.

Vers un nouveau Congrès d'Amiens
ou vers une troisième C.G.T. ?

Selon Chambelland, la C.G.T.U. va vers un nouveau congrès d'Amiens. C'est la confiance de la classe ouvrière en un syndicalisme renaissant qui l'y pousse.

D'abord, dans l'hypothèse où un tel retour serait possible, il faudrait se demander s'il marquerait un grand succès pour la classe ouvrière et s'il y aurait tellement lieu de s'en réjouir.

Il s'est passé un certain nombre d'événements depuis 1906, et d'assez exceptionnels. L'expérience de la classe ouvrière s'est considérablement accrue, au prix de victimes innombrables. La meilleure leçon qu'on en pourrait tirer serait de revenir sur les positions de 1906.

Mais la bourgeoisie, elle, n'en est plus à 1906. Elle en est même fort loin. Déjà, entre 1906 et 1914, elle se préoccupait de regrouper ses forces à l'intérieur de chaque pays, de les rassembler, de les concentrer. Depuis la guerre, le mouvement en ce sens s'est poursuivi à une allure très accélérée, entraînant les nations qui, comme l'Angleterre, restaient figées dans la routine et les pratiques anciennes. Il a débordé les frontières et, aujourd'hui, la bourgeoisie dispose de toutes sortes d'organisations internationales : cartels industriels, Société des Nations, Bureau international du travail, plan Young avec, demain, sa Banque internationale ; elle se met, sans hésiter, à l'école de l'Amérique ; les gouvernants se rencontrent sans cesse dans des conférences ; même les diverses polices ont établi entre elles une liaison internationale.

Devant ce renforcement méthodique de la puissance bourgeoise, les ouvriers eux, feraient un mouvement en sens inverse ; ils reviendraient simplement là où ils étaient il y a plus de vingt ans.

Ce repliement sur soi et sur le passé est un des symptômes d'un état d'esprit inquiétant qu'on rencontre fréquemment aujourd'hui dans le mouvement ouvrier de tous les pays. On se replie sur son organisation, sur son syndicat, sur son pays, même sur sa région ou sur sa ville.

L'Internationale communiste avait d'abord rassemblé toutes les forces révolutionnaires. La détestable politique qui est la sienne depuis 1924 a entraîné une dispersion qui, avec le temps, s'accroît. Faut-il déplorer cet affaiblissement et s'efforcer de le dominer ou l'encourager et s'en réjouir ?

Pour nous, la réponse n'est pas douteuse. En tout cas il nous paraît impossible qu'on puisse se féliciter de voir le prolétariat français revenir à 1906 alors qu'il a devant lui une bourgeoisie qui, elle, est bien en 1929.

Mais est-ce bien un nouveau congrès d'Amiens que nous pouvons voir se dessiner dans les proches perspectives ?

Le congrès d'Amiens a été le rassemblement, sous une certaine forme d'organisation syndicale, des forces révolutionnaires contre les fractions socialistes qui, divisées, paralysaient l'action ouvrière, et, unies, réalisèrent le type même du parti parlementaire et réformiste par excellence. Un tel résultat n'a été possible que dans une situation très particulière, très spéciale, résultant d'un ensemble de conditions. Ces conditions existent-elles aujourd'hui ?

Il y a aujourd'hui, à côté des organisations syndicales révolutionnaires, la C.G.T. Lafayette. Elle ne demande pas, elle, un nouveau congrès d'Amiens. Elle se trouve très bien comme elle est, les fautes présentes des communistes — et aussi celles plus anciennes des anarchistes et des syndicalistes purs — lui ayant permis d'abord de résister à la poussée révolutionnaire puis de retrouver des effectifs.

Elle prétend même être restée fidèle à la charte d'Amiens. Elle a une minorité infime et de tout repos — qui ne la gêne guère, qui lui permet au contraire d'affirmer qu'elle applique sans restrictions la démocratie syndicale — se contentant de critiquer mollement, tous les deux ans, l'activité gouvernementale des dirigeants confédéraux. Il faudrait tenir le nouveau congrès d'Amiens sans elle et alors il n'y aurait pas de nouveau congrès d'Amiens.

Si un nouveau congrès d'Amiens n'est pas possible, qu'est-ce donc qu'il est permis d'apercevoir dans le développement ultérieur du mouvement syndical français ?

Il est clair que la C.G.T. Lafayette restera ce qu'elle est. Elle a résisté à la tourmente.

Elle sait comment on peut se débarrasser des généraux avant qu'ils ne deviennent dangereux. Elle sera en France, pour les années à venir, ce qu'est pour l'Amérique la Fédération of Labor de feu Gompers. Jouhaux ne perd d'ailleurs aucune occasion de le dire très nettement.

Pour autant qu'on puisse se représenter la nouvelle politique de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge, il apparaît que, pour la France, le but immédiat c'est de garder à tout prix la direction de la C.G.T.U. Moscou est hanté par le précédent tchécoslovaque. Il redoute de voir une nouvelle Centrale syndicale lui échapper. Losovsky, rendu responsable de l'aventure tchécoslovaque, se tient maintenant sur ses gardes. Il ne faut plus de secrétaires incertains, tièdes ou réticents. Il ne faut plus d'approbations avec réserves. Il faut répondre par oui ou par non.

C'est cette inquiétude qui explique la préparation du récent congrès de la C.G.T.U. et le congrès lui-même, la volonté nettement affirmée de bloquer, même malgré eux, tous les opposants ; puis, maintenant de « traquer » la minorité. Voici en effet ce qu'on peut lire dans la *Vie Ouvrière* du 11 octobre, sous la signature de Laforge :

Au congrès, la minorité réformiste a été battue idéologiquement. La lutte contre elle va se poursuivre à la base. Mais on ne bat pas la minorité pour le plaisir de la battre.

Il faut la traquer partout, justement parce qu'elle est un obstacle à la réalisation des tâches qui incombent au mouvement syndical révolutionnaire.

La période de grands combats de classes dans laquelle nous vivons, l'approche rapide des guerres impérialistes, l'attaque déjà commencée contre l'U.R.S.S. exigent que nous ne perdions pas une minute dans la correction de nos erreurs.

La pratique ici confirme la théorie. Bien que quelques semaines seulement se soient écoulées depuis le congrès, on voit déjà comment on va « traquer » la minorité : sabotage de meetings corporatifs, désaveu en pleine grève d'une fédération (dockers de Nantes). Les organisations minoritaires seront dénommées dans les journaux comme contre-révolutionnaires (la lutte idéologique) ; leur action sera contre-carrée, gênée, défigurée.

Les minoritaires, s'ils se cantonnaient sur la base qu'ils ont paru vouloir prendre, répéteraient simplement, mais dans des conditions beaucoup moins favorables, l'expérience des C.S.R. avec une conclusion identique : la scission.

Il n'y aurait pas de nouveau congrès d'Amiens, il y aurait, comme en Tchécoslovaquie, une troisième C.G.T. Mais ici les dirigeants confédéraux auraient gardé la maison.

A. ROSMER.

Une nouvelle opposition

A son récent congrès de Besançon, la direction de la Fédération de l'enseignement a subi pour la première fois un assaut de « gauche ». Bien qu'elle affirmât son attachement à la C.G.T.U. et à l'U.S.R. elle a été jugée trop tiède.

Elle a triomphé facilement des « gauchistes » mais cela lui a valu des attaques et des menaces de la part des dirigeants confédéraux, en particulier de Mommousseau, qui veut, selon la nouvelle tactique, la bloquer avec les diverses minorités. Décidée à se défendre, elle vient de préciser sa position dans une plate-forme excellente que publie l'organe fédéral, l'Emancipation (n° du 13 octobre). Nous l'examinerons et la discuterons dans notre prochain numéro, nous bornant ici à en donner les passages essentiels :

L'orientation confédérale

On use et on abuse des « larges perspectives » au sein de la C.G.T.U. et du P.C., ce qui souvent fait perdre de vue des événements et des tâches qui, pour être plus prosaïques n'en ont pas moins leur importance. Nous aussi, nous avons fait l'examen de la situation présente afin d'en dégager des leçons tactiques pour l'avenir. Nous l'avons fait sans scepticisme et aussi sans arrière-pensées.

Aggravation des contradictions impérialistes, des menaces de guerre et d'agression à l'égard de l'U.R.S.S., caractère esclavagiste de la rationalisation, rôle de briseurs de grèves et intégration à l'appareil de l'Etat bourgeois des chefs confédérés, fascisme larvé de la démocratie bourgeoise, accentuation de la répression, caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la social-démocratie, nocivité des illusions démocratiques et du pacifisme béant, défense sans réserve de l'U.R.S.S., création d'un syndicalisme révolutionnaire de masses, d'accord. Et là encore nous sommes pleinement sur la plate-forme du dernier congrès de l'I. S. R.

Mais il y a une exagération si manifeste qu'elle nuit à la cause en ce qui concerne les affirmations de « radicalisation » et à plus forte raison ce qu'on appelle « l'élan révolutionnaire des masses ». On argue en faveur de cette thèse le grand nombre de grèves sauvages ou spontanées qui ont éclaté depuis le congrès de Bordeaux, mais il est constant qu'en France, depuis toujours, la moitié environ des grèves émane d'ouvriers inorganisés. La proportion fut quelquefois plus forte. A Tourcoing, en 1896, il y eut cinquante grèves déclenchées et menées pour la plupart par les ouvriers inorganisés. Les grandes grèves de Saône-et-Loire en 1898-1900 ont été déclarées par des inorganisés. Dira-t-on qu'alors il y avait un « élan révolutionnaire des masses » ? Quant à l'argumentation qui vise à donner un caractère politique aux grèves du fait de la mise des forces coercitives de l'Etat au service du patronat on ne saurait s'y arrêter puisqu'il en a toujours été ainsi.

La vérité c'est que les masses, sophistiquées par le poison bourgeois, s'avèrent actuellement incapables de réagir sur un large front de bataille contre une répression et une rationalisation dont elles ne saisissent pas le sens.

Nos organisations révolutionnaires à tout le moins se renforcent-elles ? La capacité d'action du prolétariat parisien s'accroît-elle ? Qui oserait le soutenir ?

Constata-t-on n'est pas scepticisme, ni découragement. On doit voir et dire les choses telles qu'elles sont. Il importe d'analyser juste pour travailler bien. Pourquoi les dirigeants de la C.G.T.U. qui savent ou tout au moins soupçonnent à quel diapason réel sont les masses donnent-ils une telle interprétation des faits ?

Quelle que soit la rigueur de la répression, nous luttons et lutterons avec eux face aux chacals de la bourgeoisie, mais nous avouons ne plus les comprendre sur quelques points. Partisans d'un « syndicalisme de masse », ils veulent à tout prix mettre les syndiqués sous la direction du Parti Communiste ce qui ne peut qu'aboutir à faire le vide dans nos organisations devenues des groupements de secte. On les entend se plaindre du « manque de cadres » et tels les médecins ignorants de Molière, ils ne connaissent que la purge et la saignée quand ils n'empruntent pas à la chirurgie élémentaire : amputations et purgeons. Protagonistes d'une « auto-critique, ouverte et permanente », ils traitent de réformistes les syndiqués qui font porter la critique dans un sens et sur des points qu'ils n'avaient pas prévus.

La résolution adoptée au Congrès de Paris et dont l'esprit a été précisé par Losovsky place la C.G.T.U. dans l'obligation de travailler étroitement « sur tous les terrains » avec le Parti Communiste. Elle affirme que le P.C. dirigera désormais les luttes économiques de classe, du fait qu'elles revêtent un caractère politique. Persuadés de la nécessité impérieuse de la liaison du P.C. et de la C.G.T.U. pour l'instauration de la dictature prolétarienne, nous aurions accepté ces deux points si l'on nous avait persuadés par l'examen des faits que le problème de la conquête du pouvoir se pose immédiatement.

On prétend qu'il n'y a pas de position intermédiaire entre la ligne actuelle de la C.G.T.U. et la ligne du groupe de la « Révolution prolétarienne ». Si cela était, ce serait extrêmement grave pour notre Fédération et pour le prolétariat de ce pays, car il faut se rendre à cette évidence qu'il est impossible d'obtenir du mouvement syndical un conformisme communiste absolu qui aboutirait, en fait, à sa liquidation. Combien était plus réaliste, plus souple et plus solide en même temps, plus favorable au recrutement et à la lutte des masses, plus fidèle aux enseignements de Lénine, la tactique suivie jusqu'ici ? La C.G.T.U. arrivait à imprégner d'esprit communiste un mouvement syndical englobant plusieurs centaines de milliers de travailleurs et de plus, elle ouvrait révolutionnairement avec le P.C. Notre Fédération arrivait à progresser numériquement d'une façon très sérieuse tout en se solidarisant à chacun de ses Congrès avec le P.C. La minorité anarcho-réformiste, tant dans la C.G.T.U. que dans la Fédération res-

taint à peu près stationnaire. Tout le fruit d'un travail intelligent, adroit, est maintenant compromis ou perdu. Il semble du reste que les dirigeants de la C.G.T.U. se soient rendu compte un peu tard qu'ils allaient trop loin ; autrement, l'adjonction qu'ils ont éprouvé le besoin d'apporter à leur propre résolution et qui contredit le paragraphe précédent ne s'expliquerait point.

Notre position

Et maintenant qu'allons-nous faire ? Nous sommes des révolutionnaires. Nous considérons le Parti Communiste, malgré ses fautes et ses faiblesses, comme le seul groupement politique révolutionnaire du prolétariat. Beaucoup d'entre nous en sont membres ; ils ont contribué à le fonder, ils l'ont servi, le servent encore avec dévouement et dignité sans jamais rien lui demander, sans jamais, quoi qu'on ait pu dire, lui subordonner notre organisation syndicale. Demain, peut-être, ses dirigeants les exclueront-ils en redoublant leurs attaques et même les injures, ils le défendront néanmoins et le soutiendront dans son action révolutionnaire sans plus aliéner leur esprit critique que par le passé, parce qu'ils veulent hanter en eux toute préoccupation de vain amour-propre personnel, parce qu'ils ont le souci de l'intérêt supérieur du prolétariat.

Nous savons que la situation fédérale est délicate. L'essentiel pour nous, c'est de réduire au strict minimum les répercussions que la nouvelle orientation confédérale ne manquera pas de produire sur notre recrutement et notre influence.

Spirituellement, nous ne nous en laisserons pas imposer par le psittacisme et la vaine démagogie. Quant aux camarades de la Seine qui veulent s'imposer à la tête des organismes fédéraux non par des qualités réelles et une action loyale et persévérante, mais en essayant de discréditer leurs adversaires par des sarcasmes, en dénaturant leurs faits et gestes au risque de désorganiser le mouvement, nous les prévenons que leurs mauvais procédés ne pourraient réussir chez nous. Ils ont tenté sans succès de « liquider » ainsi la minorité de droite ; ils s'attaquent maintenant aux militants de la gauche pour liquider la majorité « centriste et confusionniste » comme ils disent. Ils « liquideraient » aussi bien toute la Fédération elle-même afin de régner sur des ruines, et ils seraient heureux sans doute du résultat atteint dans la certitude d'avoir été « disciplinés », d'avoir suivi « la ligne juste », d'avoir opéré le « redressement » en exécutant aveuglément des mots d'ordre, comme si le fait de démolir une organisation animée quoi qu'on dise de l'esprit révolutionnaire pouvait en quelque manière servir la Révolution.

Et qu'on ne vienne pas dire que nous nous acheminons fatalement vers la minorité de droite, vers le réformisme. Il nous faut souligner ici les désaccords profonds qui nous séparent des camarades Cornec et Thomas dans notre Fédération et de la Ligue Syndicaliste dans la C.G.T.U.

Ils attaquent sans ménagement la Révolution russe, ils nient parfois les dangers de guerre et argumentent des questions de forme pour ne pas participer à des mouvements nécessaires comme celui du 1er août ; ils croient toujours aux possibilités d'unité syndicale avec une C.G.T. domestiquée par le gouvernement et en sont encore aux propositions vaines de front unique à l'adresse des chefs confédérés. Leur phobie du Parti communiste et leur théorie de la stabilisation du capitalisme pour plusieurs décades font qu'ils s'éloignent et éloignent les masses de l'action révolutionnaire. Quels que soient par ailleurs les rapports de courtoisie et les liens de cordialité qui unissent les militants dans la fraternité fédérale, toute assimilation idéologique entre eux et nous n'a donc pas de base sérieuse.

En terminant, nous demandons aux camarades de réfléchir, de ne pas se laisser abuser par les articles tendancieux qui pourraient paraître sans que nous puissions y répondre dans les organes où ils seraient publiés. Nous leur demandons surtout de ne pas se laisser accaparer durant toute l'année par les querelles de tendances. Notre position ferme leur donne la double assurance que nous ne laisserons pas briser notre organisation syndicale et que nous entendons bien rester, face aux réformistes, les révolutionnaires auxquels ils ont fait confiance jusqu'à présent.

Nous pensons toujours que la lutte contre la bourgeoisie capitaliste est la tâche essentielle de nos syndicats de classe, aussi conviendrait-il instamment tous nos camarades au travail positif, seul fécond.

Cette plate-forme a été adoptée par la majorité du bureau fédéral et elle a déjà recueilli un assez grand nombre de signatures de militants de la Fédération.

Les Livres

EMMANUEL BERL : Mort de la pensée bourgeoise (Grasset, éditeur).

Le bourgeois bien sage qui lira ce livre tout par Anatole de Monzie n'en verra pas sans doute sa digestion troublée, bien au contraire. Dès l'instant où l'on ne s'attaque pas à la réalité bourgeoise mais à la pensée bourgeoise, où le bourgeois n'est pas le propriétaire, mais celui qui « pense basement ». L'inquiétude n'est plus de mise. Cela, d'autant plus que le communisme n'est pour M. Berl, qu'un « capitalisme aggravé » et se situe, selon lui, dans l'échelle des valeurs à un degré en dessous. Dans ce cas tout va bien : la Révolution dont parle M. Berl en roulant les r n'est qu'une attitude de l'esprit critique, une sorte d'observatoire surplanaire pour juger et vaticiner, mais il est évident que la société bourgeoise dans la réalité vaut d'être conservée.

M. Berl critique le conformisme mais tout en se piquant de dialectique hégélienne il ignore que ne pas se conformer c'est proposer autre chose. Il s'empêtre dans des contradictions statiques sur le rôle de l'intellectuel qui n'accepte pas la société bourgeoise et ne saurait non plus par la logique de son attitude accepter la société communiste. Il se construit ainsi son petit état d'âme tragique où il se complait, qui lui attire la compassion des bonnes âmes et le succès de librairie.

M. Berl cherche sans trouver quelle peut bien être la conduite des « intellectuels » à l'égard de la Révolution. On peut remettre en question la manière de poser cette question : des intellectuels du genre de M. Berl, produits « aggravés » de la société bourgeoise, déracinés de toute espèce de vie réelle, ignorants de ce qu'est une culture révolutionnaire qu'ils cherchent à définir sans se douter qu'elle existait bien avant eux, qui ne savent que vaticiner au nom de « l'esprit » et ne connaissent rien, ont-ils quelque chose à faire avec la Révolution prolétarienne ? Dans l'atmosphère d'abstraction où les a confinés la société bourgeoise qui les réduit au rôle de fabricants en série de ces perruques postiches qu'on appelle états d'âme, ils ne peuvent poser de problèmes réels. Ainsi pour M. Berl la fonction critique de la pensée s'exerce pour elle-même et pour la satisfaction personnelle de MM. les critiques. Il ne se doute pas que cette fonction s'exerce à tout instant non pour elle-même mais pour les problèmes réels posés par l'action révolutionnaire et qu'ainsi la contradiction théorique où il s'empêtre est résolue en fait à tout instant par la pratique. Marx avait parlé de pratique critique mais M. Berl est à peu près aussi marxiste dans son genre que M. Lucien Romier. Laissons M. Berl, produit typique de la décadence petite-bourgeoise des « derniers jours » à ce petit café où il discute avec M. Drieu la Rochelle indécis sur son choix entre Genève et Moscou. — A. A.

Nous avons reçu :

M. CHAMBELLAND : *Vers un nouveau congrès d'Amiens*. Introduction par P. Monatte (Librairie du Travail, éd.).

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X'

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank. Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-26)